

CARPADD

Centre africain de recherche pour la paix et le développement durable

► *Note d'analyses sociopolitiques, N° 02 | Avril 2018*

www.carpadd.com



Les mirages de l'unité nationale au Cameroun

Comment dépasser les frontières ethniques et linguistiques ?



Joseph TCHINDA KENFO

Ph.D en Histoire, Université de Yaoundé 1

tchinsonkenson@yahoo.fr / lymiya2013@gmail.com

Montréal- Canada

Pour citer ce texte :

TCHINDA KENFO, Joseph « Les mirages de l'unité nationale au Cameroun, Comment dépasser les frontières ethniques et linguistiques ? », *Note d'analyses Sociopolitiques*, n°02, 20 avril 2018, CARPADD, Montréal.

URL : <https://www.carpadd.com/publications/note-danalyses-sociopo/>



Le CARPADD n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les notes d'analyses sociopolitiques : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Le **CARPADD** est un organisme indépendant qui a pour vocation de favoriser la recherche, la formation et le transfert des connaissances dans les domaines de la paix, de l'aménagement, du développement durable, des migrations, des crises et conflits, de l'autonomisation des communautés, etc.

03-2370 Rue Gold, Montréal, Québec, Canada, H4M 1S4 | Tél: (514) 559-3020 | contact@carpadd.com

Résumé

Dans les contextes sécuritaire et politique actuels marqués par les exactions de la secte islamiste Boko Haram et la crise anglophone, le thème de l'unité nationale alimente en permanence les discours des hommes politiques, des leaders d'opinion et des citoyens ordinaires au Cameroun. Tandis que certains célèbrent l'unité d'un pays un et indivisible, d'autres dénoncent la marginalisation et la conspiration. Ainsi, au-delà de l'instinct patriotique manifesté par le rejet de toute influence étrangère dans leurs affaires intérieures, il reste difficile pour les Camerounais de dépasser leurs différences pour construire une nation multiculturelle débarrassée de luttes politiques et d'autres instrumentalizations ethniques et linguistiques. Notre ambition dans cette contribution est d'explorer les fondements du discours sur l'unité nationale au Cameroun, les manifestations de l'échec et de proposer des pistes d'action.

Mots clés : Unité nationale, intégration nationale, frontières ethniques, différences, rencontre interculturelle

Abstract :

In the current security and political contexts marked by the abuses of the Islamist Boko Haram sect and the Anglophone crisis, the theme of national unity is constantly feeding the speeches of politicians, opinion leaders and Citizens in Cameroon. While some celebrate the unity of one and indivisible country, others denounce marginalization and conspiracy. Thus,

beyond the patriotic instinct manifested by the rejection of any foreign influence in their internal affairs, Cameroonians remain unable of going beyond their differences in order to build a multicultural nation free of political and social struggles and other ethnic and linguistic instrumentalizations. Our ambition in this contribution is to explore the foundations and manifestations of the failure of the construction of national unity and to propose courses of action.

Key words : National unity, National integration, Ethnic boundaries, differences, Intercultural encounter.

Introduction

En ces temps agités, où les frontières se relâchent à la faveur de la mondialisation, porteuse d'uniformisation et responsable de la dissolution des différences, on assiste curieusement au même moment à l'expression croissante des différences et à l'affirmation des particularismes. Ceci est valable aussi bien à l'échelle mondiale qu'à l'échelle nationale. Seulement, à y voir de près, on constate que ces différences, dans les États africains et particulièrement au Cameroun, s'appuient sur une base ethnique et linguistique, imprégnant ainsi les imaginaires collectifs et les comportements et participant à l'organisation sociale. Dans les contextes sécuritaire et politique actuels marqués par la lutte contre la secte islamiste Boko Haram et la question anglophone (Tchinda Kenfo, 2017a-b-c), les appels à l'unité nationale s'apparentent davantage à des logiques clientélistes du moment

où la quête identitaire ne souffre d'aucun procès en illégitimité car inscrite au préambule de la constitution du 18 janvier 1996 qui consacre l'autochtonie et l'allogénie. L'identité (ethnique ou linguistique) est par conséquent perçue ou vécue comme ressource politique exploitée à des fins de positionnement et de pouvoir. Ce préalable nous amène non seulement à questionner les enjeux qui entourent le discours sur l'unité nationale depuis les années 1950, mais aussi l'échec des leaders politiques à construire la nation camerounaise. Ainsi, l'unité nationale au Cameroun est-elle un mirage ou une réalité? Comment peut-on passer du mirage pour explorer les voies de la construction d'une nation multiculturelle? Dans cette contribution, nous comptons d'abord explorer les enjeux du discours sur l'unité nationale, ensuite relever les fondements et manifestations de l'échec de la construction de l'unité nationale et enfin examiner les voies pour la construction d'une nation multiculturelle où tous s'acceptent.

Les Fondements et les enjeux du discours sur l'unité nationale au Cameroun.

La construction de l'unité nationale est un processus ancien au Cameroun. Ce territoire, protectorat allemand, fut attaqué par les troupes franco-britanniques dès le déclenchement de la Première Guerre Mondiale en 1914. Après le départ des Allemands, il sera partagé entre la France et la Grande Bretagne en 1916 après une phase transitoire d'administration conjointe appelée Condominium. En effet, l'accord Milner-Simon du 10 juillet 1919 à Londres détermine clairement les frontières du Cameroun britannique et du Cameroun français. Ce partage est entériné par la Société des Nations et chaque puissance

est chargée d'administrer sa zone. Cette division anarchique et aléatoire des peuples du Kamerun allemand ne va d'ailleurs pas entamer les liens entre les populations situées de part et d'autre de la ligne frontière, ainsi que leur volonté de se réunir. C'est à partir de là que va se bâtir le programme de l'Union des Populations du Cameroun (UPC) (Kenne, 2012 : 310-316).

En réalité, le désir des Camerounais de s'unir afin de conquérir leur autonomie vis-à-vis du colonisateur remonte à la période coloniale allemande avec l'appel du chef supérieur Douala, Rudolf Douala Manga Bell, à ses homologues Bamoun et Bulu à faire front commun contre les Allemands. C'est donc à raison que la région de Douala est considérée comme le berceau du nationalisme ; un nationalisme qui prend les formes les plus diverses et s'empare de n'importe quel prétexte, comme en témoigne l'affaire Lotin Samé . Dès 1948, l'UPC, tout premier parti politique, dans son programme consolide cette volonté d'œuvrer pour l'unité nationale en appelant à l'indépendance et à la réunification des deux territoires administrés séparément par la France et la Grande Bretagne. Opposée à cette initiative, l'administration coloniale française interdit ce parti en 1955; le précipitant dans la clandestinité. Le 29 décembre 1959, les trois dirigeants de l'UPC en exil , publient la « déclaration de Conakry » suivant laquelle « l'indépendance nominale accordée au Cameroun sera un carcan au moyen duquel les agents du colonialisme et de l'impérialisme continueront à tenir le peuple prisonnier dans son propre pays » (Alima, 1977 : 14). Cette lutte clandestine se mue en insurrection armée en pays bassa et en pays bamiléké, et pousse le président Ahmadou Ahidjo , récupérer les idées de l'UPC.

En effet, Ahmadou Ahidjo devait composer avec le reste des Camerounais en majorité chrétiens. Il était question pour lui de reconstituer à travers l'unité nationale le grand Cameroun fragmenté par les puissances coloniales au lendemain de la première Guerre Mondiale et rallier ainsi à la République du Cameroun née le 1er janvier 1960, les Camerounais du Northern's Cameroons, majoritairement musulmans. L'atteinte de cet objectif lui permettait de se donner une assise confortable. Dans son discours d'investiture qu'il prononça le 18 février 1958, il martela : « *pour que le pays se sente une âme nationale dont il soit fier, il avait besoin d'entre autres d'un idéal dans lequel espérer. Cet idéal tenait en trois mots : Unité camerounaise, Nation camerounaise et coopération franco-camerounaise* » (Alima, 1977 : 66).

Aussi, malgré la réunification opérée le 01er octobre 1961 et qui consacrait la naissance de la République Fédérale du Cameroun, certaines zones telles que la Sanaga Maritime, la Région Bamiléké continuaient d'échapper au contrôle du gouvernement. Ainsi, le discours autour de l'unité nationale apparut comme l'argument qui sous-tendit la répression contre les bastions de « rebelles » rebaptisés pour la cause « maquisards ». Bref, il fallait éradiquer toute velléité de confrontation interne (Dong Mougol, 2012 : 75-78) ; ce qui passait par les purges internes et la réduction des voix contraires au silence (Kanmogne Tamuedjon, 2012 : 93-98). Ahidjo fit appel aux troupes françaises pour vaincre la rébellion. Sous le commandement du Général Briand, cinq bataillons appuyés par un escadron de chasseurs bombardiers coopéraient avec la jeune armée camerounaise . La répression des hommes d'affaires n'est pas en reste ; en

témoigne les déboires d'Emmanuel Tanewa (Kouosseu et Keugni, 2012 : 65-80). La consolidation de son pouvoir ne se limita pas à la seule répression. Il était également nécessaire de s'attaquer aux sources du mal et de donner une réponse politique à ce problème. Ainsi le gouvernement décida de nommer un ministre-résident à Dschang, le député local et chef traditionnel Mathias Djoumessi. Quelques mois plus tard, la Région Bamiléké éclatait en cinq (5) départements. Parallèlement, des campagnes d'actions psychologiques furent engagées sur le terrain par les élites auprès des populations regroupées dans des hameaux stratégiques appelés camps de regroupement (Tchinda Kenfo, 2016b : 198-209). Dans ce processus de consolidation de son pouvoir, le président Ahidjo n'hésita d'ailleurs pas, à travers une démarche bien cadencée, à unifier tous les partis politiques que ce soit au Cameroun Oriental ou Occidental au sein d'une formation politique, l'Union Nationale Camerounaise (UNC) qui vit le jour le 1er septembre 1966 . La stabilité politique était l'une des conditions essentielles pour que la planification atteigne les objectifs fixés. Aussi, Ahidjo déclara :

« *Si l'émiettement des forces politiques, le multipartisme satisfait l'idéal démocratique des vieux pays du monde occidental qui n'ont plus à se préoccuper de bâtir une nation, l'existence de forces politiques divergentes, fondamentalement antagonistes, ne peut représenter, dans notre contexte, qu'un élément de désordre et de stagnation, sinon de recul. En cristallisant les divisions, elle devient nécessairement une entrave au progrès* » .

On ne peut tout de même penser que cela s'est passé sans anicroches. Il faut d'ailleurs rappeler que la fronde venait aussi de sa région d'origine. De fait, les élus locaux du Nord étaient pour la plupart des chefs traditionnels, les lamibe, qui n'avaient de compte à rendre éventuellement qu'à leur clan et qui se souciaient peu de se plier à la discipline d'un parti de dimension nationale. Ils s'inquiétaient ouvertement de la présence aux côtés d'Ahmadou Ahidjo de quelques-uns de ses amis originaires du Sud. Ils proposèrent en vain l'abandon des prétentions nationales du nouveau parti à naître et souhaitèrent qu'il soit dénommé « Union Nord-Camerounaise » (Alima, 1977 : 80).

Ainsi, le chemin vers l'unité fut sinueux et ponctué de batailles de toutes sortes notamment la lutte contre les forces politiques rivales à l'Union Camerounaise (UC), à l'instar de l'UPC comme nous l'avons montré plus haut, de l'opposition légale qui y était hostile malgré les raisons avancées pour le justifier. Au niveau économique par exemple, les institutions de la fédération étaient coûteuses. Le budget était lourdement grevé par les structures fédérales qui lui imposaient la subvention de trois gouvernements et de quatre assemblées. Un gaspillage qui se faisait au détriment des investissements sociaux-culturels. Sur le plan social, la fédération, disait le président Ahidjo, maintenait les barrières entre citoyens d'un même pays. Sur le plan politique, la fracture était réelle entre le président Ahidjo et la grande majorité des Camerounais anglophones qui soutenaient la sécession du Biafra dans un contexte marqué par l'espoir de la présence de gisements de pétrole au large de Limbé (Kpwang Kpwang, 2012 : 177-178). Raison pour laquelle la réalisation juridique, formelle et territoriale de cette unité en mai 1972 ne s'éloigna guère des

méthodes stalinienne. En effet, dans la matinée du 07 mai 1972, les députés de l'assemblée nationale fédérale et les représentants aux deux assemblées fédérées avaient été convoqués à l'hémicycle pour une importante communication du chef de l'État. Après une longue digression sur les structures gouvernementales, le président Ahidjo affirma : « conscient de mes responsabilités à l'égard de la nation, j'ai décidé de consulter, par voie de referendum, le peuple camerounais, souverain et maître de son destin, sur l'institution immédiate d'un État unitaire » (Alima, 1977 : 107) ; et ce au grand dam des dispositions de la constitution de la République fédérale. Le 20 mai 1972, par referendum approuvé à 99,9%, la République Fédérale du Cameroun cédait la place à la République Unie du Cameroun. Sans vouloir militer pour un quelconque révisionnisme, il est de plus en plus admis que John Ngu Foncha réfuta la forme de l'État unitaire telle que proposée par Ahidjo et milita pour l'instauration d'un État confédéral. Il fut finalement désavoué et remplacé par Salomon Tandeng Muna, plus conciliant (Kanmogne Tamuedjon, 2012 : 85). Ainsi, l'unification de mai 1972 accéléra la frustration des anglophones. La révision constitutionnelle qui l'a rendue possible a d'ailleurs fait l'objet de nombreuses controverses de la part des juristes camerounais ; certains la considérant comme « un coup d'État civil », non conforme à la constitution fédérale, d'autres l'assimilant à une simple révision constitutionnelle (Kamto, 1995; Owona, 1973; Mbarga, 1973; Mbome, 1992; Nkot, 1999 : 665-675).

Toutefois et malgré les obstacles, on ne peut mettre à l'actif du seul président Ahidjo, la construction de l'unité nationale. En réalité et comme l'affirme Daniel Abwa :

« la construction de l'unité nationale du Cameroun, même si elle est très souvent associée à la personne du président Ahidjo, fut un long processus dans lequel de nombreux Camerounais francophones ont contribué » (Abwa, 2012 : 109-120). Il cite en exemple les chefs Duala, les francophones immigrés en zone anglophone à la suite de la répression orchestrée par l'administration ; l'UPC, parti nationaliste et ses différents organes ; certains chefs traditionnels à l'Ouest Cameroun (notamment Pierre Kamdem Ninyim, le sultan Njimoluh Njoya Seidou) et au Centre dont le chef supérieur Ewondo et Bene, Paul Amougou (Abwa, 2012 : 109-120); les leaders anglophones dont John Ngu Foncha, Salomon Tandeng Muna, etc.

Le président Paul Biya ne va pas s'écarter de cette voie malgré quelques aménagements. En fait, le passage de la République Unie du Cameroun à la République du Cameroun en août 1984 après une légère modification de la constitution de 1972 procédait à dessein du désir du président Biya, de se démarquer de son prédécesseur avec qui il était entré en conflit. Du point de vue idéologique, l'unité nationale fut abandonnée au profit d'un nouveau concept, l'intégration nationale. Toutes les raisons sont avancées pour justifier ce glissement. Pour Robert Kpwang Kpwang, alors que l'unité nationale prônait une cohabitation harmonieuse entre les différentes identités culturelles du Cameroun, l'intégration nationale va en revanche plus loin en demandant à chaque Camerounais de se sentir comme chez lui dans n'importe quelle région du territoire (Kpwang Kpwang, 2012 : 177-178).

On est en droit de s'interroger quant à la véracité de ces justifications au regard des relations tendues entre communautés ethniques et linguistiques dans le triangle national ; lesquelles

sont le fait même des élites qui disent soutenir les actions du président. D'autant plus qu'à y voir de près, il s'agit d'une reconnaissance factuelle de la différence. Ce qui n'est pas mauvais en soi si elle est perçue comme une opportunité d'explorer la diversité. Car on intègre ce qui est différent. La suite se matérialisera dans la constitution du 18 janvier 1996 qui sanctifie l'autochtonie et l'allogénie . Ainsi, les enjeux et fondements de l'unité nationale expliquent en partie l'échec de ce projet politique. C'est la raison pour laquelle il est important d'examiner en détail la responsabilité du politique dans l'instrumentalisation des différences au Cameroun.

Politique et instrumentalisation des différences au Cameroun : l'unité en péril ?

Les acteurs politiques, à travers leurs multiples instrumentalisation des différences ethniques et linguistiques au Cameroun constituent les principaux responsables de l'échec de la construction de l'unité nationale. En effet, à en croire Lucien Ayissi, l'histoire du Cameroun permet de souligner la fonctionnalité instrumentale de la dénomination. L'acte de nommer n'étant pas innocent, celui qui recourt aux mots pour nommer les choses correspond à l'utilité qu'il leur reconnaît. La dénomination a également une fonction taxinomique qui consiste à classer les choses nommées dans un répertoire indispensable à leur éventuelle utilisation (marchandisation des personnes avec la traite négrière et des choses) (Ayissi, 2012 : 14-15). La réalisation de l'aspiration des Camerounais à l'existence politique est difficile. En référant le Cameroun à une ressource halieutique bien cartographiée, les Européens classaient, par le fait même, les Camerounais sous une catégorie gastronomique, celle des crevettes

ou des crustacés destinés au contentement de leurs appétits particuliers. Cela a fait peser une très lourde hypothèque politique sur la volonté exprimée par les Camerounais de construire, par-delà leur hétérogénéité ethnique et idéologique, une communauté de dessein et de destin (Ayissi, 2012 : 16). Lyautey, un des administrateurs coloniaux disait: « *s'il y a des mœurs et des coutumes à respecter chez nos colonisés, il y a également des haines et des rivalités qu'il faut démêler et utiliser à notre profit, en opposant les unes contre les autres, et en nous appuyant sur les unes pour mieux vaincre les autres* » (Kanmogne Tamuedjon, 2012 : 30). Pour sa part, Edmond Humbert, administrateur des colonies, prescrivait à ses collaborateurs le combat contre les nationalistes en ces termes : « *la meilleure action que nous puissions avoir pour assurer la victoire à laquelle nous sommes condamnés par notre mission, c'est de susciter des oppositions entre Africains et de rendre la vie impossible aux meneurs upécistes que nous devons absolument isoler du reste de la population* » (Kanmogne Tamuedjon, 2012 : 30). Il était aussi question de briser l'entrepreneuriat local, majoritairement symbolisé à l'époque par les Bamiléké . À cet effet, en 1956 à Sangmélima, ils sont rendus seuls responsables des émeutes déclenchées en 1955. Ils sont alors régulièrement raflés, renvoyés, refoulés dans leur région d'origine. Il en est de même en 1958-1959 à Ebolowa et à Yaoundé. Leurs biens, commerces et boutiques sont détruits (Kanmogne Tamuedjon, 2012 : 31). Des quartiers comme Briqueterie, Madagascar, Mokolo à Yaoundé connurent des confrontations entre communautés Haoussa et Bamiléké, car on opposa Kemayou Daniel , président de l'assemblée nationale à Ahmadou Ahidjo, premier

ministre (Kanmogne Tamuedjon, 2012 : 32). Résultat, il fut arrêté, jeté en prison et en sortira aveugle dans les années 1980. Sa chefferie fut également incendiée par les « *maquisards* ».

La base tribale fut également à l'origine de la création de la plupart des associations qui animaient la vie politique. Ceci est autant valable au Sud que dans le grand Nord. À la fondation, en 1948, par Ahmadou Ahidjo, de l'Association Amicale de la Bénoué (ASABENOUE) répondent celles de l'Association Progressiste Sociale et Évolutive du Nord (ASPEN) de Nana Djafarou, l'Association Amicale des Musulmans du Diamaré (ASMD) de Yaya Dairou et Sali Ahmadou et l'Association pour le Progrès et l'Évolution du Margui-wandala (APRONDRD) de Haman Adama. Les brassages entre les populations du Sud et du Nord reposaient plus sur les échanges commerciaux. D'ailleurs, l'affectation d'un fonctionnaire originaire du Sud dans le Nord du pays était plutôt vécue ou interprétée comme une sanction administrative. L'administration française renforça cette psychose sur laquelle elle joua (Kanmogne Tamuedjon, 2012 : 56). On ne peut pas dire que la situation a changé de nos jours.

Avec les indépendances, les Camerounais s'investissent dans la reproduction de la logique pastorale qui sous-tendait la colonisation. Ceci s'est fait en collaborant activement à la culture et au développement d'une prédation institutionnelle qui tend de plus en plus à se banaliser. Cette dernière a pu, au fil des années, se systématiser et se moraliser. Ainsi, l'incidence néfaste de la prédation du dedans et du dehors sur la construction d'une véritable République pose le problème de la définition des mutations politiques à faire subir à l'État du Cameroun pour qu'il accède à la dignité politique d'une nation moderne.

. Le clonage reproductif par les courtiers locaux de la prédation globale n'est pas de nature à favoriser la construction d'une véritable république (Ayissi, 2012 : 17). On se souvient encore d'une correspondance de Ferdinand Léopold Oyono, alors ministre des relations extérieures, en date du 18 février 1994. Dans cette lettre adressée au secrétaire général de la présidence de la république, il s'insurgeait contre le fait que la représentation du Cameroun au sein d'organisations internationales (Organisation des Nations Unies, Organisation Internationale du Travail, etc.) soit assurée par les ressortissants des provinces ayant démontré à maintes reprises leur hostilité au chef de l'État. Il citait notamment les provinces de l'Ouest, du Nord-Ouest, du Littoral et du Sud-Ouest. Par la suite, il souhaita la définition d'une politique systématique de placement des ressortissants des provinces du Centre, du Sud, de l'Est qui à ses yeux avaient toujours démontré leur adhésion aux idées du renouveau .

Par ailleurs, le bilan de la cohabitation entre Anglophones et Francophones suscite un doute quant à la réussite totale de la réunification/unification ; notamment avec ce qu'il est convenu d'appeler le « *problème anglophone* ». Sur le plan politique, il se manifeste par la discrimination entretenue par le pouvoir francophone dans la nomination aux postes importants ainsi que la marginalisation. Ce problème est d'ailleurs à l'origine d'interprétations divergentes entre chercheurs, leaders d'opinion et acteurs politiques au Cameroun notamment Daniel Abwa, Éric Mathias Owona Nguini, Charlemagne Messanga Nyamding, Maurice Kamto, Akere Muna, Ni John Fru Ndi, Cabral Libi et Willibroad Dze Ngwa (Dong Mougol, 2012 : 78-81; Tchinda

Kenfo, 2017a-c; Nkoum-Me-Ntseny, 1996 : 68-100; Njoya, 2001: 24-47; Konings, Nyamnjoh,2003; Mballa Owono, 2010). Ainsi, l'idée entretenue dans l'esprit des Camerounais selon laquelle les nominations à des postes importants devraient obéir non pas aux critères de compétence, mais plutôt aux clivages ethniques, linguistiques et communautaires, au-delà de toute polémique, est une réalité. Même si Daniel Abwa estime que « *par leurs écrits, les intellectuels et hommes politiques camerounais anglophones cherchent à maintenir vive dans l'esprit des Camerounais l'idée d'un particularisme anglophone* » (Dong Mougol, 2012 : 80). Ambroise Kom quant à lui va plus loin. Pour lui en effet, les conflits interculturels au Cameroun ne se ramènent pas à un problème de bilinguisme anglais/français mais plutôt à une lutte entre une petite élite anglophone et une élite francophone hégémonique. Derrière la francisation, souligne-t-il, se profile en réalité la lutte pour le triomphe des valeurs coloniales françaises au détriment des valeurs coloniales britanniques (Kom, 1995 : 143-153). Il y va de même, ajoute-il, de l'expatriation symbolique ou de la mise en question de la « *camerounité* » de ces compatriotes très souvent désignés « *Biafrais* ».

En tout état de cause, on note également la survivance de quelques divisions interethniques notamment entre les immigrés bamiléké et les bakossi dans la localité de Tombel dans le Sud-Ouest. Quel que soit les origines et motivations, on note la main de Ngom Jua, premier ministre du Cameroun Occidental, qui protégeait les Bakossi. Ces derniers le soutenaient dans le combat du Kamerun National Congress (KNC) contre l'unification avec la République du Cameroun.

On a également la crise entre les Kotoko et les Arabes Choas dans le Logone et Chari ; crise exacerbée conjointement par les Français pendant la colonisation et le président Ahidjo qui choisit ses alliés parmi les Kotoko. On a aussi les conflits fonciers entre populations autochtones et allogènes à Makénéne entre Nyokon et Bamiléké ; dans la localité de Mbangassina entre agriculteurs Eton et Mangissa vis-à-vis des autochtones Ossananga ; dans la région du Moungo entre Mbo, Pongo, Abo et les Bamiléké; dans le Nkam entre les Bamiléké, les Eton et les Mbang, les Bandem, les Mbiam, etc.; dans le Nord-ouest entre populations de la localité de Kom, agriculteurs et éleveurs Fulany. Enfin, les conflits frontaliers dans le centre, plus précisément dans le Mbam entre les Bitang de Bafia et les Assala de Yambassa ; dans le Nord-ouest entre les Oku et les Mbesenaku ; à l'Ouest entre les Bangou et les Babouantou, les Bagam et les Bamenyam, etc. (Dong Mougno, 2012 : 81-88 ; Socpa, 2003 ; Zambo Belinga, 2002 : 175-204 ; Mouiche, 2000 : 212-233 ; Njoya, 2002 : 239-280).

La justification que nous donne Dong Mougno est simple : absence de terres, raisons ancestrales, pression démographique. Ce dernier oublie de mentionner que les densités dans ces régions/zones ci-dessus mentionnées sont très faibles et que les pontes du régime et autres commerçants véreux se permettent l'immatriculation des centaines d'hectares au détriment des populations rurales qui se contentent de quelques parcelles non fertiles. Avec, notamment, la complicité des services du ministère des domaines, du cadastre et des affaires foncières. Ainsi, la raison principale de nombre de ces conflits est dans les luttes politiques et les transformations des activités

agricoles désormais tenues par la bourgeoisie locale.

L'instrumentalisation des différences, qui remonte à la période coloniale, est devenue monnaie courante au Cameroun dès 1960, date de l'indépendance du Cameroun Français. De fait et à la base, l'administration coloniale définit certains Camerounais en les opposants à d'autres. Ainsi devinrent usuelles les expressions maquisards, subversifs, ralliés, traîtres, nationalistes radicaux et modérés, etc. L'historiographie de la première heure joua, dans une certaine mesure, également ce jeu. Ainsi, certaines régions du Cameroun seront présentées comme chrétiennes notamment le Centre-Sud-Est par opposition aux régions protestantes dont le Nord-ouest, le Sud-ouest, bref les régions anglophones et aux régions islamisées dont le grand Nord. D'autres encore seront, à tort ou à raison, taxées de collaborateurs/résistants en fonction des sensibilités. La région du Littoral échappa à cette classification en raison de la diversité de sa population due à la mixité de ses origines. Ces clichés furent reproduits par le pouvoir postcolonial qui va interpréter le jeu démocratique et la liberté d'expression comme une manifestation de l'opposition vis-à-vis de l'ethnie ou de la région du président de la république . Par conséquent, les régions du Nord-ouest, Sud-ouest, de l'Ouest et du Littoral seront stigmatisées du fait de leurs votes et pendant longtemps seront les parents pauvres de l'aménagement urbain ; alimentant les rumeurs et autres représentations sur les supposées punitions dont elles feraient l'objet pour avoir voté pour l'opposition. C'est le cas par exemple des villes de Douala, Bafoussam dont les routes laissaient à désirer. Bien que de telles allégations reposent sur les supputations, on ne saurait complètement les

rejeter d'autant plus que les autorités en place n'ont jamais jugé utile de les démentir. Aussi, depuis la valse de victoire du parti au pouvoir, ces villes/régions sont désormais prises en compte dans les projets relevant de la voirie urbaine. Cette instrumentalisation de la différence ou des origines ethniques n'épargne aucun secteur. Nous avons encore en mémoire la polémique qui a suivi la sortie de l'ancien Archevêque de Yaoundé, Victor Tonye Bakot, relative au nombre de Bamiléké présents dans certaines facultés de l'Université Catholique d'Afrique Centrale. Ce qui se rapproche bien de la thèse de l'ethno-fascisme bamiléké (Bayart, Geschiere et Nyamnjoh, 2001: 177-194). On ne saurait oublier les propos attribués à Amadou Ali concernant l'impossibilité pour les Camerounais originaires de certaines régions de prétendre à l'exercice du pouvoir politique (Tchinda Kenfo, 2017b).

Ceci nous pousse également à rester vigilants face aux enjeux et risques liés à la politisation des espaces de culte, principalement les mosquées, au Cameroun. Cette politisation du religieux a d'ailleurs eu tendance à systématiser le clivage Peul versus Kirdi (Mouiche, 2000: 46-91), créé de nombreux ressentiments et vient jeter du trouble autour des actions de la nébuleuse Boko Haram. D'abord, sous le régime du président Ahidjo, musulman peul, l'islam bénéficiait de l'appui implicite des autorités politiques (Alima, 1977 : 60-65 ; Kanmogne Tamuedjon, 2012 : 50-75). Au Nord, il a contribué à la réislamisation et à la réaffirmation de l'hégémonie peule au point de faire régner un climat d'intolérance religieuse. Aussi, sous Paul Biya, au début de sa prise de pouvoir, les musulmans et ressortissants du Nord-Cameroun étaient stigmatisés et discriminés du fait de leur assimilation aux putschistes qui ont

tenté de renverser son régime le 6 avril 1984 . Aussi, l'opposition entre wahhabites et tidjanites à Foumban se nourrit de l'antagonisme entre Adamou Ndam Njoya, président de l'Union démocratique du Cameroun (UDC), et le sultan Ibrahim Mbombo Njoya (International crisis group, 2015 : 16-18).

Bien plus, certains discours convenus viennent encore aujourd'hui alimenter les luttes de pouvoir dans le cadre d'une transition souhaitée par les uns et rejetée par les autres ; jouent le jeu de la prétendue division nord/sud entre musulmans et chrétiens. L'une des craintes est que la lutte contre le terrorisme islamiste de la secte Boko Haram ne soit utilisée dans la bataille nord/sud concernant la possibilité d'une transition au Cameroun. D'ailleurs, les joutes verbales matérialisées par ce qu'il convient de nommer « *l'appel de la Lékié* » en date du 02 septembre 2014 et les réactions subséquentes de l'élite du Grand Nord notamment le président de l'assemblée nationale et sa Majesté Mohaman Gabdo Yahya, lamido de Banyo, respectivement les 05 et 09 septembre 2014 sont significatives. Les premiers répondaient à Cavaye Yegue Djibril, président de l'assemblée nationale, qui affirma en plein hémicycle : « *Boko Haram est parmi nous* ». Ainsi, malgré les horreurs perpétrées par les partisans de la secte, la population reste divisée. Les acteurs politiques, comme indiqué, s'accusent mutuellement d'appuyer les islamistes.

Enfin, l'aspect presque exclusivement militaire de la réponse gouvernementale a par ailleurs fait naître, dès le départ, le sentiment d'une politisation du contre-terrorisme, perçu par certains comme une campagne génocidaire contre le Nord du pays . Richard Filakota rappelle d'ailleurs cette dialectique dominants/dominés, où s'effectue un

un rapport de force conventionnel et non conventionnel, à travers lequel dominant la violence légitime de l'État et la violence religieusement légitimée des dominés, les premiers s'organisent pour sauvegarder leur légitimité et se maintenir au pouvoir, tandis que les seconds, animés par leur foi religieuse, aspirent à un changement socioculturel, voire politique (Filakota, 2016 : 1-3). Bref, au cœur de l'insécurité qui prévaut au nord Nigeria et qui déborde jusqu'au nord Cameroun, il estime qu'on assiste sans conteste, à une guerre à la fois asymétrique et conventionnelle autour de laquelle gravitent des logiques contradictoires et des enjeux géopolitiques et socioculturels. Cette politisation est également dénoncée au Cameroun (Nwel, 2009) étant donné que cette lutte coïncide avec l'opération épervier (relative à l'assainissement des mœurs publiques) qui a vu de nombreux fils du Grand Nord être écroués pour détournements de fonds publics ; opération que certains qualifient de politique visant à empêcher une éventuelle concurrence des dignitaires de cette région avant la bataille pour la succession du président Paul Biya (L'Œil du Sahel, 01-08-2014). Toutefois et loin de tout fatalisme, des voies de sortie sont encore possibles.

Pour la construction d'une nation camerounaise multiculturelle : *Entre volonté politique et mesures pratiques*

La construction de l'unité nationale camerounaise doit reposer sur une volonté politique et des mesures/démarches pratiques. En effet, Lucien Ayissi prescrivait déjà aux Camerounais d'engager les mutations politiques afin de corriger le déficit de sens politique dont s'accompagne la représentation à travers laquelle le Cameroun se

réduit en simple topos dont l'intérêt réside seulement dans sa capacité à reproduire, en surabondance, des crevettes indispensables à la consommation des autres. Car, poursuit-il, l'hétérogénéité positive des références anthropologiques camerounaises doit être politiquement investie dans la construction d'une communauté de dessein et de destin (Ayissi, 2012 : 18-19). Il faut par conséquent, conclut l'auteur, mettre un terme, au moyen d'une pédagogie citoyenne, à la logique de la prédation institutionnelle dont le Cameroun continue d'être l'objet ; laquelle se matérialise par la patrimonialisation et même la «*pandémonisation*» de cette institution. Ceci ne peut se faire sans le recours à l'histoire.

Dans une autre publication, nous nous interrogeons sur le sens que les hommes et plus précisément les Camerounais devaient donner à leur vie (Tchinda Kenfo, 2016a : 116-152). Il était question de savoir si nous devons nous référer au passé pour trouver des mobiles d'action ou si ce passé avait assez de poids et de force pour nous imposer une marche à suivre. De là, nous avons insisté sur le rôle de l'histoire dans la quête de l'identité, la nécessité d'une réécriture de l'histoire du Cameroun et enfin le rôle de l'histoire dans la construction d'une nation qui prend en compte les exigences morales et interculturelles.

Cette histoire doit jouer le rôle de la désaliénation culturelle et de la quête d'identité pour les Camerounais à partir du moment où elle agit dans la construction d'un imaginaire national. Bref, en corrigeant les perceptions et les mentalités par l'histoire, nous évitons d'assurer l'exclusion de certains Camerounais et affirmons la réalité de la capacité d'agir au présent en rattachant celle-ci à des exemples tirés du passé.

Il y a donc nécessité pour un peuple de connaître son histoire et de sauvegarder sa culture nationale. Si celles-ci n'ont pas encore été étudiées, c'est un devoir de le faire. Il ne « *s'agit pas de se créer, de toutes pièces, une histoire plus belle que celle des autres* ». Il faut impérativement une prise de conscience des populations. La désaliénation est une voie du progrès car comme l'affirmait Cheikh Anta Diop, il devient indispensable pour chaque peuple pour mieux orienter son évolution de connaître ses origines quelles qu'elles soient (Diop, 1979 : 19). Bref l'histoire doit éveiller les consciences, susciter l'action. Dans cette perspective, il est indispensable de resituer les acteurs de l'histoire du Cameroun dans leurs contextes ; acteurs confrontés à des possibles dont certains ne sont pas advenus et faisant des choix plus ou moins contestés ou contestables. À ce sujet et dans le contexte de la crise anglophone, il est difficile aujourd'hui voire inopérant de refaire le procès de la réunification encore moins de l'unification.

Ensuite, nous pensons qu'il est nécessaire de réhabiliter l'histoire du Cameroun à travers la complémentarité des sources. En effet, l'histoire doit être débarrassée des mythes, préjugés et autres présupposés. Ce sont les hommes qui la font et à partir de ce moment il devient inconcevable de clamer que certains n'ont rien fait. Le rôle et la place de tout un chacun dans la construction de ce qui est la véritable histoire du Cameroun doivent être connues et reconnus. Ceci passe par la reconnaissance nationale des héros nationaux parmi lesquels Ruben Um Nyobé, Ernest Ouandié, Félix Rolland Moumié, Ossendé Afana, Abel Kingue, etc. Sans oublier les figures intellectuelles dont Mongo Béti, Abel Eyinga, Jean-Marc Ela, etc qui, par leurs écrits, n'ont cessé de

conscientiser les Camerounais. L'humanisme et le développement disait Cheikh Anta Diop ne peuvent se faire par l'effacement des uns au profit des autres. Ainsi, renoncer prématurément et d'une façon unilatérale à sa culture nationale pour essayer d'adopter celle d'autrui c'est se condamner au suicide (Diop, 1979 : 17). Ceci, valable à l'échelle de l'Afrique l'est aussi pour le Cameroun où la mémoire historique est constamment falsifiée ou remise en cause. En réalité, en insistant sur les discontinuités anthropologiques et historiques, la recherche coloniale a parfois accentué les oppositions entre sociétés de la savane et sociétés de la forêt, entre les peuples de l'intérieur et les peuples de la côte (Maquet, 1962). On n'a pas manqué de distinguer les bonnes et les mauvaises gens. Ainsi, les qualificatifs de "maquisards", "traîtres", "complices", "collaborateurs", "nationalistes modérés", "nationalistes radicaux" sont mobilisés à la fois par les officiels, certains chercheurs et les populations pour catégoriser les groupes ethniques au Cameroun.

Il est donc indispensable de ne pas dissoudre la conscience historique dans le fait de détail pour reprendre Cheikh Anta Diop. La recherche des continuités et des convergences est un impératif d'une histoire véritable au service du développement. Point n'est plus besoin ici de souligner la complexité de la société camerounaise, diversité relevant du fait que dès sa formation, ses fils avaient des origines diverses (Nigeria, Congo, Egypte, Afrique de l'Ouest, etc.). On devrait pouvoir tolérer des particularismes qui ne sont qu'un héritage des cultures et des traditions. Ainsi, on pourra tendre vers cette « histoire totale », « globale » qui cherche à -

« éclairer la plus grande partie des facettes d'un même objet en reliant les différentes composantes ». Il est temps d'aborder ou de lever certains tabous, d'examiner avec toute la froideur nécessaire non seulement le processus d'accession à l'indépendance du Cameroun, mais aussi la marche vers la construction de l'État. Au regard de la situation sécuritaire dans les deux régions anglophones du Nord-ouest et du Sud-ouest, de la montée des irrédentismes dans le Noun etc, cet examen passe nécessairement par un dialogue franc, inclusif et ouvert sur la forme et les prérogatives de l'État ainsi que sur la place des différentes collectivités territoriales.

Le Cameroun compte en effet une extrême diversité d'entités ethniques aux mœurs et traditions variées et structurées autour des royaumes, de chefferies et de structures sociales traditionnelles fondées autour du XVI^{ème} siècle. Les principaux groupes sont les Bantous, les Soudanais, les Foulbés, les Hamites et les Sémites d'où le qualificatif « d'habit d'arlequin » attribué au Cameroun par de nombreux auteurs (Egina Akam et Mimche, 2012 : 123-133). Malgré la tendance à une inscription ethno spatiale qui a toujours caractérisé les différents groupes et qui a favorisé le développement du discours sur l'autochtonie, la colonisation, les mariages interethniques, les opérations d'aménagement et de développement de l'État, les mouvements migratoires et les activités économiques ont contribué à un remodelage des groupes et à leur implantation sur le territoire. Dans les villes comme dans les villages, les autochtones se mêlent aux allogènes dans une dynamique d'intégration qui a permis de limiter les conflits interethniques de grande envergure. C'est la raison pour laquelle, au

lieu d'instrumentaliser la diversité ethnique et linguistique, on devrait plutôt s'interroger sur l'utilité et l'impact de chaque composante à l'égard du développement économique et social du pays ; la diversité constituant un facteur favorable que les autorités publiques du Cameroun n'ont pas su utiliser pour impulser une véritable dynamique de développement autocentré du pays (Egina Akam et Mimche, 2012 : 141-142).

On ne peut se le cacher, la diversité entre les cultures pose de nombreux problèmes. On peut se demander si elle constitue pour l'humanité un avantage ou un inconvénient. En formulant cette question d'ensemble qui se subdivise en beaucoup d'autres, Claude Lévi-Strauss observait qu'il y a simultanément à l'œuvre, dans les sociétés humaines, des forces qui travaillent dans des directions opposées : les unes tendant au maintien et même à l'accentuation des particularismes ; les autres agissant dans le sens de la convergence et de l'affinité (Lévi-Strauss, 1961 : 15). En privilégiant un sentiment d'identité et de solidarité collectives, on n'exclut nullement d'autres niveaux de différenciation que sont l'ethnie, la religion, etc. (Ladmiral et Lipiansky, 1989 : 9). Il ne s'agit nullement de gommer les différences, mais de faire en sorte que l'existence des cultures et langues différentes ne soit pas un obstacle à la connaissance du monde lorsque l'étranger est dans un autre pays voire une autre région que le mien ou la mienne, mais aussi de permettre le dialogue lorsque l'étranger est proche (Roques, 2006 : 161). Il faut aller au-delà de la limite que nous impose l'identité ethnique, clanique, linguistique pour explorer la rencontre interculturelle. La finalité de celle-ci est que les différentes parties impliquées dans des batailles

linguistiques et politiques au Cameroun apprennent à communiquer entre elles, à mieux se connaître et à se découvrir au-delà des préjugés, des stéréotypes et des clivages de leurs cultures et traditions d'origine. À un niveau plus politique, il s'agit d'effacer les séquelles des conflits passés et d'en prévenir de nouveaux, de contribuer à une meilleure entente entre ethnies, de promouvoir un sentiment de solidarité comme la conscience nationale (Ladmiral et Lipiansky, 1989 : 8). Le problème de la diversité des cultures ne se pose pas seulement dans leurs rapports réciproques, mais aussi il existe dans chaque société, dans tout groupe, les clans, les castes qui développent des différences auxquelles chacun accorde une importance particulière et qui détermine les relations intra groupes. On ne doit plus se résoudre à rejeter ou à répudier les formes culturelles qui sont éloignées de celles auxquelles nous nous identifions. L'humanité ne doit pas cesser, comme c'est le cas de plus en plus, aux frontières de la tribu, du groupe linguistique ou parfois du village (Lévi-Strauss, 1961 : 19-21). Aucune culture n'est seule ; elles sont toujours données en coalition avec d'autres cultures, et c'est cela qui lui permet d'édifier des séries cumulatives (Lévi-Strauss, 1961 : 70). La reconnaissance des différences est le chemin de la solidarité.

La citoyenneté fonctionne donc partout sur la planète comme une interaction multiple reliant les individus non seulement à la communauté, à la tribu, à la cité, au pays, etc. (Lévi-Strauss, 1961 : 15). Il est à souhaiter, pour le Cameroun, une approche résolument interculturelle ; l'interculturel perçu dans une optique de développement durable en tant que processus favorisant d'une part une interpénétration entre les cultures s'influçant

positivement les unes les autres, et d'autre part entre porteurs de cultures différentes pour apprendre à vivre et construire ensemble un monde meilleur (Esoh Elame, 2010 : 214). La prise de conscience de la diversité culturelle dans la problématique du développement témoigne de l'ouverture à la diversité et permet de promouvoir l'harmonie interethnique, les échanges entre humains et entre communautés culturelles, et nous ajouterons linguistiques, dans le respect mutuel (Esoh Elame, 2010 : 216). Au-delà des clivages, un véritable dialogue entre les différents groupes ethniques et linguistiques (francophones et anglophones) au Cameroun ne saurait rester un idéal ou un slogan politique. Il doit s'appuyer sur une conscience claire et une volonté politique affichée de s'attaquer aux racines de l'Etat. La situation est loin d'être évidente dans la mesure où les rapports entre ethnies et même groupes linguistiques (francophones et anglophones) sont des rapports complexes. C'est pourquoi, presque tous les vingt ans, le problème des différences culturelles et linguistiques refait surface, tantôt occulté par l'illusion unitaire et intégrationniste de la Nation, tantôt mis en relief par les « ennemis de la Nation » selon le vocabulaire consacré (Tchinda Kenfo, 2016a). Il ne s'agit plus de revendiquer les spécificités, ni pour chaque région d'imposer sa vision des choses. La reconnaissance des différences est conçue comme un arrachement, une déchirure par où passera la possibilité d'un dialogue notamment interculturel. Le terme d'interculturel implique l'idée d'interrelations, de rapports et d'échanges entre cultures différentes. Il faut moins le comprendre comme le contact entre objets indépendants (deux cultures au contact par exemple) qu'en tant qu'interaction où ces objets se

constituent tout autant qu'ils communiquent (Ladmiral et Lipiansky, 1989 : 10).

Bien plus, le nationalisme observable notamment dans les deux régions anglophones du Sud-Ouest et du Nord-Ouest, dans son imprévisibilité et ses inconnus, ne constitue pas forcément une solution aux revendications légitimes. En effet, la construction de toute nation comporte son lot de compromis, de compromissions, de fourberies et de duperies. Ainsi, sa compréhension se situe au-delà de la volonté des individualités en scène. On ne peut aujourd'hui refaire le procès de la réunification (encore moins de l'Unification) dans ses espoirs, ses échecs, ses réussites, ses manquements, etc. Au lieu d'ouvrir une boîte de pandore, il est judicieux de relire ces processus querellés et leur donner une intelligibilité en fonction des impératifs et enjeux présents. Ceci passe par un dialogue franc, ouvert, inclusif, seul rempart contre l'extrémisme et la radicalisation. Ceci suppose également une relecture de l'histoire du Cameroun afin de lutter contre les stéréotypes et construire une nouvelle représentation de la Nation camerounaise (Tchinda Kenfo, 2017a-c). La juste reconnaissance ou considération des revendications propres à chaque entité/groupe/région constitue une voie à explorer. Loin d'une homogénéité artificielle, la diversité camerounaise doit être convoquée dans la perspective de bâtir une nation forte, prospère et dans laquelle toutes les composantes se sentent considérées. Loin d'un simple partage du gâteau, il est légitime et compréhensible que la composante anglophone au Cameroun se sente marginalisée dans la mesure où les principaux leviers de l'État sont aux mains des francophones. Nous en voulons pour preuve : la présidence de la

république, celle du sénat, de l'assemblée nationale, de la cour suprême, du conseil constitutionnel récemment créé ; le cabinet civil à la présidence de la république, le secrétariat général de la présidence de la république; ainsi que les principaux ministères de souveraineté (finances, défense, relations extérieures, sûreté nationale, etc.). Le poste de premier ministre accordé à un anglophone est perçu par certains comme une coquille vide dans la mesure où ce dernier met en œuvre la politique définie par le chef de l'État. D'ailleurs, il se voit toujours associé un secrétaire général avec qui il partage son leadership. Toutefois, à l'occasion du dernier réaménagement ministériel du 02 mars 2018, deux ministères importants ont été confiés aux anglophones.

Il s'agit du Ministère de l'administration territoriale confié à Paul Atanga Nji bien qu'amputé de sa composante décentralisation qui fait désormais l'objet d'un ministère distinct et du Ministère des enseignements secondaires confié à Nalova Lyongha Pauline Egbe.

Enfin et dans un autre registre, la mise en place d'une réponse globale, cohérente et concertée incluant les pouvoirs publics, les leaders politiques, la société civile et les organisations religieuses pour faire face à la menace persistante de la secte islamiste Boko Haram est nécessaire pour empêcher la détérioration du climat religieux, éviter des violences à connotation religieuse observées dans les pays voisins au Cameroun (Filakota, 2016 : 1-13) et éviter toute accusation de génocide politique à l'encontre des ressortissants du Septentrion.

Conclusion

Au terme de notre réflexion qui traite, à dessein et dans un seul mouvement, une pluralité de problématique très importantes comme la question de l'unité nationale, l'ethnicité, les crises identitaires (linguistique, tribale, religieuse), le risque de la généralisation est très grand. Toutefois, il est évident que pendant longtemps au Cameroun les différences entre les peuples et les ethnies ont été instrumentalisées à des fins politiques. Ainsi, la quête de l'unité nationale, projet politique, s'est trouvée par moments entachée de nombreuses exactions et négations de droits de l'homme et autres droits d'expression quand bien même elle ne soutenait pas la volonté de mise en place d'un régime monolithique. Avait-on le choix à cette époque ? La réponse ne peut être évidente.

Loin de tout absolu, il faut prôner l'acceptation des cultures qui, coexistant entre elles, offriraient un minimum de diversité en permettant à chacune de préserver son originalité. On devra tendre vers la réciprocité sociale qui sous-entend l'égalité entre les citoyens ; la tolérance mutuelle et la capacité des associations à s'affranchir des organisations

sociales fondamentales que sont la parenté, l'ethnie, etc. (Abéga, 1999 : 54-55). Le va et vient entre le singulier et l'universel montre que l'homogène et l'hétérogène ne se contredisent pas. Car, ce que certains qualifient de métissage, d'autres peuvent l'approcher à travers le mécanisme de l'interculturel. L'enjeu étant l'invention de formes créatives de «vivre ensemble» qui permettent une reconnaissance mutuelle grâce à l'inter-connaissance et le respect qu'elle entraîne ainsi que le déclenchement d'un processus dans lequel le statut de la culture et de la langue est constamment renégocié entre standardisation et mise en avant des différences (Amilhat-Szary, 2010 : 17-23). Le défi pour le Cameroun est dans le dépassement des frontières ethniques, culturelles, linguistiques et il importe de le relever. C'est, à n'en point douter, l'occasion de poursuivre le chantier inachevé de l'unité nationale, de construire une société républicaine juste, réciproque, franchement collaborative, viable et vivable pour toutes les composantes sociologiques et linguistiques quelles qu'elles soient.

Notes de bas de pages

1. Né en 1881, Adolf Lotin Samé reste une des figures emblématiques de la lutte pour l'autonomie ecclésiale au Cameroun. Ainsi, la Native Baptist Church (N.B.C), Église Baptiste des Natifs du pays fondée par Alfred Saker, dont il est pasteur, refuse successivement de se soumettre à l'autorité spirituelle des missionnaires baptistes de Bâle (pendant le protectorat allemand) et à la Société des Missions Évangéliques de Paris (sous administration française) et se déclare autonome. Il est violemment combattu par les missionnaires français de la SME. En Mars 1922, Lotin Samé est exclu de l'Église Baptiste et dépossédé de son titre de pasteur. La NBC est interdite. Les lieux de culte de la NBC sont tous fermés sur ordre des autorités. Le pasteur Lotin Samé est d'abord placé en résidence surveillée puis enfermé à la prison de New-bell. Libéré, Lotin Samé continue à prêcher dans la clandestinité malgré la fermeture de ses lieux de culte. Il noue des relations avec le prédicateur noir américain Marcus Garvey. En 1929, toujours actif, Lotin Samé crée un groupe de pression chargé d'amener les autorités françaises à autoriser les activités de la NBC. Elle est finalement rétablie en 1932, après un long procès. Après l'arrivée de Hitler au pouvoir en 1934 en Allemagne, les autorités françaises le soupçonnent de germanophile, œuvrant pour le retour de l'Allemagne au Cameroun. Elles le jettent à nouveau en prison en 1940. Défendu par maître Jules Ninine, Lotin Samé est libéré de prison en 1941. Pour plus de détails, voir Alban Bensa, *Les conditions matérielles de la mission -contraintes, dépassements et imaginaires XVIIe-XXe siècles*, Paris, Karthala, 2005, pp.114-116.; Jean-Paul Messina et Jaap Van Slageren, *Histoire du christianisme au Cameroun: des origines à nos jours : approche œcuménique*, Karthala, 2005, pp.63-80.

2. Il s'agit de Abel Kingué, Félix Rolland Moumié, Ernest Ouandié.
3. Musulman et originaire du nord Cameroun, Ahmadou Ahidjo est premier ministre depuis le 18 février 1958 et président dès le 1^{er} janvier 1960, date de l'indépendance du Cameroun français.
4. Il faut signaler que même ces 5 compagnies françaises en garnison dans le pays Bamiléké ne pouvaient facilement venir à bout des maquis qui regroupaient des milliers d'hommes fanatisés, galvanisés par leurs succès et qui bénéficiaient de la complicité d'une grande frange de la population.
5. Aussi, contrairement aux attentes des anglophones, le fédéralisme n'a pas débouché sur une parité stricte pour ce qui concerne leur héritage culturel et ce qu'ils considèrent comme leur identité anglophone. Il s'est avéré n'être qu'une phase transitoire de l'intégration totale de la région anglophone dans un État unitaire fortement centralisé. En réalité, né de la réunification du Southern Cameroons sous tutelle britannique et de la république du Cameroun (indépendant le 1er janvier 1960), à la suite du référendum organisé par les Nations Unies, l'État fédéral résulte d'un malentendu ou d'un jeu de dupes. Celui-ci s'est opéré à la conférence de Foumban du 17 au 21 juillet 1961. Cette réunification du 1er octobre 1961 voit la création de la République fédérale du Cameroun avec deux États fédérés, le Cameroun occidental (anglophone) et le Cameroun oriental (francophone).
6. Ahmadou Ahidjo, cité par Jos blaise Alima, *Les Chemins de l'unité nationale*, 1977, p.139.
7. John Ngu Foncha va dès le début s'opposer à la première étape notamment la mise en place du parti unique (L'Union Nationale Camerounaise) étant donné que cela signifiait la perte certaine de son poste de président à vie du KNDP.
8. E. Mbarga, « Évolution politique du Cameroun en 1972. Le référendum du 20 mai 1972 et la formation de la République unie du Cameroun », *R.J.P.I.C.*, 1973 ; F. Mbomè, « Les expériences de révision constitutionnelles au Cameroun », *Penant*, No 102, 1992 ; Kamto, M., « Dynamique constitutionnelle du Cameroun indépendant », *Revue Juridique Africaine*, No7, 1995 ; J. Owona, « La nouvelle constitution camerounaise du 20 mai 1972-De l'État fédéral à l'État unitaire », *R.J.P.I.C.*, No 3, 1973.
9. La notion d'autochtonie caractérise tout ce qui est originaire d'un lieu donné ou qui se forme sur place. C'est donc la consécration de la primauté des populations issues d'une région, etc. L'allogénie quant à elle est le caractère de ce qui est étranger.
10. Pour plus de détails, voir Barbier, Jean-Claude, "Operations de développement et histoire des populations: cas de l'opération Yabassi-Bafang (Cameroun)", *Cahiers ORSTOM: Sciences humaines* 16.1-2, 1979, p.129-152.
11. Président de l'assemblée législative et chef traditionnel à Bazou (Ouest du Cameroun), il était opposé aux pleins pouvoirs sollicités par Ahidjo en 1959 pour faire face à la rébellion. Il se dit d'ailleurs qu'Ahidjo lui rappela «qu'il n'était pas à Bazou», village de l'Ouest-Cameroun.
12. Correspondance de Ferdinand Léopold Oyono, cités par Jean-Claude Kanmogne Tamuedjon, *La colonisation*, 2012, pp.118-119.
13. À titre de rappel, le Cameroun a connu la domination de la France et de la Grande Bretagne, respectivement en tant que territoire sous mandat de la SDN et territoire sous tutelle des Nations Unies.
14. Ceci, en référence à la région du Biafra dans le Sud-est du Nigéria et majoritairement occupée par l'ethnie Igbo.
15. La construction de l'unité nationale a ainsi été mise à rude épreuve dans les années 1990 à l'occasion des revendications pluralistes consécutives au vent de démocratisation. Ainsi, vont émerger des leader d'opposition dont les partis politiques ont un fort enracinement régional et/ou local. C'est le cas d'Adamou Ndam Njoya de l'UDC, de John Fru Ndi du SDF, etc.
16. Récemment encore, plus précisément en 2016, l'État de la Nationale No 6 au niveau du tronçon Bafoussam-Bamenda a poussé certains leaders politiques dont celui du Social Democratic Front (SDF) à mobiliser les populations pour exiger la fermeture du poste de péage de Santa.
17. Cependant, lors des revendications démocratiques des années 1992, il a opté pour la réconciliation et l'alliance avec les chefs traditionnels (principalement les lamibe dans le Nord et le sultan à Foumban), qui ont contribué via les campagnes électorales et les menaces à la victoire du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC), le parti au pouvoir.
18. Adamou Ndam Njoya, frère du sultan et maire de Foumban, estime être le successeur légitime au trône, ce qui crée un clivage politico-religieux au sein du sultanat.

19. Cette date en effet, les élites de Cette localité dans la région administrative du Centre (Cameroun) voyaient en les actions de Boko Haram, une rébellion déguisée soutenue par les élites du Nord afin de reprendre le pouvoir.
20. Lucien Ayissi définit ainsi le fait pour l'État d'exister éthiquement et politiquement comme s'il était devenu la capitale des enfers, prise en otage par des démons à la fois cupides et violents.
21. Il s'agit ici du Ministère de la décentralisation et du développement local.
22. Le Septentrion Camerounais comprend les régions administratives de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord.

Bibliographie

- Abega, S.C.**, *Société civile et réduction de la pauvreté*, Yaoundé, Éditions CLE, 1999, 208p.
- Abwa, D.**, «Contribution des Camerounais francophones à la réunification des deux Cameroun», dans D. Abwa, L. Ayissi, et C. Tsala Tsala, (sous la dir. de), *Regards croisés sur les cinquantenaires au Cameroun indépendant et réunifié*, Paris, L'Harmattan, 2012, pp.109-120.
- Abwa, D., Ayissi, L. et C. Tsala Tsala**, (sous la dir, *Regards croisés sur les cinquantenaires au Cameroun indépendant et réunifié*, Paris, L'Harmattan, 2012, 509p.
- Alima, J.-B.**, *Les chemins de l'unité nationale. Comment se forge une nation : l'expérience camerounaise*, Paris, ABC, 1977,187p.
- Amilhat-Szary, A.-L. et Al**, *Culture et développement : la durabilité renouvelée par l'approche interculturelle ?*, Paris, Éditions Publibook, 2010, 225p.
- Ayissi, L.**, «De Rio Dos Camaroes à l'État du Cameroun : les fortunes politiques liées au procès de construction d'une république», dans D. Abwa, L. Ayissi, et C. Tsala Tsala, (sous la dir. de), *Regards croisés sur les cinquantenaires au Cameroun indépendant et réunifié*, Paris, L'Harmattan, 2012, pp.13-21.
- Barbier, J.-C.**, «Operations de développement et histoire des populations: cas de l'opération Yabassi-Bafang (Cameroun) », *Cahiers ORSTOM: Sciences humaines* 16.1-2, 1979, p.129-152.
- Bayart, J.-F., Geschiere, P. and Nyamnjoh, F.**, «Autochtonie, démocratie et citoyenneté en Afrique", *Critique internationale*, 1 (2001) : 177-194.
- Bensa, A.**, *Les conditions matérielles de la mission-contraintes, dépassements et imaginaires XVIIe-XXe siècles*, Paris, Karthala, 2005, 520p.
- Bovar, A.**, *Au tournant de l'indépendance Camerounaise*, Paris, L'Harmattan, 2000,127p.
- Diop, C. A.**, *Nations nègres et cultures*, Paris, Présence Africaine, 1979,564p.
- Dong Mougno, G.**, «Cameroun : expression des identités antagonistes dans une nation à vocation pacifique 1960-2010», dans D. Abwa, L. Ayissi, et C. Tsala Tsala, (sous la dir. de), *Regards croisés sur les cinquantenaires au Cameroun indépendant et réunifié*, Paris, L'Harmattan, 2012, pp.75-90.
- Evina Akam et Mimche, H.**, «Une diversité ethnique sans pareille », dans Kengne Fodouop (sous la dir. de), *Le Cameroun. Autopsie d'une exception plurielle en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 2011, pp.131-150.

- Filakota R.**, «Boko Haram et crise sécuritaire au Nigeria et au Cameroun», *Note d'analyse*, Institut Afrique Monde, Paris, 5 mars 2016, 17p.
- Hamadou A.**, «La mosquée au Cameroun : espace public ou espace privé ?», in CODESRIA, *L'anthropologue africain*, vol. 17, n°s. 1&2, 2010, pp.41-62.
- International Crisis Group**, «Cameroun : la menace du radicalisme religieux», *Rapport Afrique*, n°229, Nairobi/Bruxelles, 3 septembre 2015,47p
- Kanmogne Tamuedjon, J.-C.**, *La colonisation et le Cameroun contemporain. Cinquante ans après l'indépendance et la réunification*, Paris, L'Harmattan, 2012,185p.
- Kenne, F.**, «Ahmadou Ahidjo : entre la légitimation de son pouvoir et la quête de l'unité nationale (1960-1972)», dans D. Abwa, L. Ayissi, et C. Tsala Tsala, (sous la dir. de), *Regards croisés sur les cinquante ans au Cameroun indépendant et réunifié*, Paris, L'Harmattan, 2012, pp.309-326.
- Kom, A.**, « Conflits interculturels et tentation séparatiste au Cameroun», *Cahiers Francophones d'Europe Centre-orientale*, Y A-t-il un dialogue interculturel dans les pays Francophones ?, Actes du colloque international de l'AEFECE, 18-23 avril 1995, Tome I, Vienne, Fritz Peter Kirsch, pp.143-153.
- Konings, P., and F. B. Nyamnjoh**, "*Negotiating an anglophone identity*". *A study of recognition and representation in Cameroon*, Afrika-Studiecentrum series, Leiden : Brill (2003).
- Kouosseu, J. et Keugni, S. N.**, «Emmanuel Tanewa : une élite économique desservie par son engagement politique (1921-1994)», dans J. Kouosseu, Noubissie et M. Tchouake (sous la dir. de), *Figures de l'histoire du Cameroun. XIXe-XXe siècle*, Paris, L'Harmattan, 2012, pp.65-80.
- Kpwang Kpwang, R.**, «L'évolution de l'État du Cameroun au lendemain de l'indépendance : de la République du Cameroun (RC) à la République du Cameroun (RC) (1960-1996)», dans D. Abwa, L. Ayissi, et C. Tsala Tsala, (sous la dir. de), *Regards croisés sur les cinquante ans au Cameroun indépendant et réunifié*, Paris, L'Harmattan, 2012, pp.155-180.
- Ladmiral, J.-R et Lipiansky, E. M.**, *La communication interculturelle*, Paris, A. Colin, 1989, 319p.
- Lévi-Strauss, C.**, *Race et histoire*, Paris, Éditions GONTHIER, UNESCO, 1961,133p.
- Maquet, J. J.**, *Afrique : les civilisations noires*, Éditions Horizons de France, Paris, 1962.
- Mbala Owono, F.**, «Une culture protestataire entre local et transnational: trajectoire des mobilisations anglophones du Cameroun», Thèse de Doctorat, Bordeaux 4, 2010.
- Messina, J.-P et Van Slageren, J.**, *Histoire du christianisme au Cameroun: des origines à nos jours : approche œcuménique*, Karthala, 2005, 452p.
- Mouiche, I.**, «Ethnicité et multipartisme au Nord-Cameroun», *African Journal of Political Science/Revue Africaine de Science Politique* (2000): 46-91.
- Mouiche, I.**, «La question nationale, l'ethnicité et l'état en Afrique : Le cas du Cameroun», *Verfassung und Recht in Übersee/Law and Politics in Africa, Asia and Latin America* (2000): 212-233.
- Ngoufo Sogang, T.**, «Mathias Djoumessi et Michel Njiné : deux destins politiques au service du Cameroun», dans J. Kouosseu, Noubissie et M. Tchouake (sous la dir. de), *Figures de l'histoire du Cameroun. XIXe-XXe siècle*, Paris, L'Harmattan, 2012, pp.343-363.

- Njoya, J.**, «Démocratisation, divergences ethniques et politisation de la pluralité au Cameroun», *Canadian Journal of African Studies/La Revue canadienne des études africaines* 36.2 (2002) : 239-280.
- Njoya, J.**, «La constitutionnalisation des droits de minorités au Cameroun : Usages politiques du droit et phobie du séparatisme», *Verfassung und Recht in Übersee/Law and Politics in Africa, Asia and Latin America* (2001) : 24-47.
- Nkot, P. F.**, «Le référendum du 22 mai 1972 au Cameroun : analyse de quelques tendances de la doctrine», *Les Cahiers de droit*, vol. 40, n° 3, 1999, p.665-690.
- Nkoum-Me-Ntseny, L-M.**, «Dynamique de positionnement anglophone et libéralisation politique au Cameroun: de l'identité à l'identification», *Polis* 1 (1996) : 68-100.
- Nwel, P. T.**, *La lutte contre la corruption au Cameroun de 1999 à 2008*, Presses Universitaires d'Afrique, 2009, 91p.
- Roques, G.**, *Décrypter le monde aujourd'hui. La crise de la géographie*, Éditions Autrement, Paris, 2006, 205p.
- Socpa, A.**, *Démocratisation et autochtonie au Cameroun : trajectoires régionales différentes*, Vol. 1. LIT Verlag Münster, 2003.
- Tchinda Kenfo, J.** (a), « Le problème anglophone au Cameroun : la réponse par le processus participatif au développement territorial », *Note de Recherche*, No 29, Thinking Africa, juillet 2017. <http://www.thinkingafrica.org/V2/wp-content/uploads/2017/07/ndr-29-cameroun.pdf>
- Tchinda Kenfo, J.** (a), «Le passé au service de l'émergence du Cameroun: pouvoir ou devoir de mémoire?», in Alphonse Zozime Tamekamta (Sous la dir. de), *L'émergence du Cameroun en 2035 Discours ex ante et utopie ex post?*, Presses Universitaires Francophones, Allemagne, 2016, pp.116-152.
- Tchinda Kenfo, J.** (b), « Colonisation, quêtes identitaires, pratiques élitistes et dynamiques sociopolitiques dans les "Bamboutos" (Ouest-Cameroun), XIXe-XXe siècles », Thèse pour le Doctorat PhD en Histoire, Université de Yaoundé I, 2016, 419p.
- Tchinda Kenfo, J.** (b), «Le Cameroun face aux nationalismes régionaux : une autopsie du malaise anglophone », *Regards Géopolitiques*, Université Laval (Québec), Vol 4, octobre 2017.
- Tchinda Kenfo, J.** (c), « Dynamiques locales, transitions incertaines et politisation de la lutte anti-terroriste au Nord-Cameroun : les Kanuri entre le marteau et l'enclume ! », *Revue Béninoise de science politique*, Numéro spécial, octobre 2017, pp.33-58.
- Zambo Belinga, J.-M.**, «Démocratisation, exacerbation, régime identitaire et rivalités ethniques : Le cas du Sud-Cameroun», *Africa Development/Afrique et Développement* (2002) : 175-204.